

-
- **Birmanie: Suu Kyi juge "injuste" une libération en novembre**
 - **Birmanie: Arrestation de onze "terroristes"**
 - **Les USA veulent la libération de Suu Kyi**
-

Birmanie: Suu Kyi juge "injuste" une libération en novembre

Romandie_28 janvier 2010

L'opposante birmane Aung San Suu Kyi a jugé "injuste" l'information selon laquelle elle pourrait être libérée en novembre prochain, alors que la cour suprême doit trancher prochainement sur son cas, a indiqué jeudi un de ses avocats. Selon des médias et des témoins, le ministre birman de l'Intérieur Maung Oo avait indiqué jeudi dernier que la libération de la dissidente pourrait intervenir en novembre. Ces propos n'ont pas été confirmés officiellement.

Mme Suu Kyi "a dit que les commentaires du ministre de l'Intérieur étaient totalement injustes. Elle a dit que le dossier (judiciaire) n'avait pas encore été à son terme", a indiqué à l'AFP Nyan Win, avocat et porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti de Mme Suu Kyi. La cour suprême doit se prononcer le mois prochain sur un recours déposé par la "Dame de Rangoun" contre sa condamnation en août à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence.

Cette sanction, déjà confirmée en appel, l'exclut de facto des élections promises par la junte cette année, dont la date n'a pas encore été annoncée. L'opposante a passé plus de 14 des 20 dernières années privée de liberté. Aung San Suu Kyi "a dit que la cour avait le droit de prendre une décision. Une telle déclaration est une offense à la cour", a insisté l'avocat, ajoutant qu'elle avait aussi qualifié ces propos "d'illégaux".

La LND était restée prudente après ses déclarations rapportées d'une réunion dans le centre du pays, en soulignant qu'une libération en novembre la forcerait à aller au bout de sa peine actuelle et n'avait donc "absolument rien d'étrange". La junte aurait dû se prononcer fin mai 2009 sur la fin de l'assignation à résidence de la lauréate du prix Nobel de la Paix 1991.

Birmanie: Arrestation de onze "terroristes"

Europe 1_28 janvier 2010

La junte birmane a annoncé jeudi l'arrestation de onze personnes accusées de préparer des attentats à l'occasion des prochaines élections législatives. Selon les médias officiels, ces militants entraînés par le mouvement séparatiste de l'Union nationale Karen, envisageaient de faire éclater une bombe dans une zone industrielle et d'attaquer des convois militaires. "Des insurgés terroristes trament des complots diaboliques visant à entraver et à mettre en péril la paix, la stabilité, le développement de la nation et la tâche d'organiser les élections de 2010", a indiqué le ministère de l'Intérieur. La junte pourrait tenir les élections en octobre prochain, soit avant la libération annoncée pour novembre de la militante politique Aung San Suu Kyi, assignée à résidence.

Les USA veulent la libération de Suu Kyi

Le Figaro_28 janvier 2010

Les Etats-Unis ont réclamé hier la libération immédiate d'Aung San Suu Kyi, à la suite de rumeurs selon lesquelles l'opposante birmane pourrait voir son assignation à résidence prendre fin en novembre. Le porte-parole du département d'Etat, Philip Crowley, a jugé "malheureuse" l'idée selon laquelle l'opposante pourrait n'être relâchée qu'en novembre, "comme par hasard après les élections" prévues par la junte birmane à une date encore indéterminée. "Nous continuerons à réclamer sa libération au gouvernement birman", a ajouté le porte-parole.

Selon des médias et des témoins, le ministre birman de l'Intérieur, Maung Oo, a dit à l'occasion d'une réunion jeudi dernier de responsables locaux, que la libération d'Aung San Suu Kyi interviendrait en novembre. Le parti d'Aung San Suu Kyi s'est déclaré lundi dans l'incapacité de confirmer ces

informations. "Nous en avons aussi entendu parler. Mais il est difficile de le confirmer", a réagi l'un des porte-parole du parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND).

-
- **Birmanie: vers des élections "libres"?**
 - **Le numéro un de la junte demande à la population de faire le "bon choix" aux élections**
 - **La junte birmane condamne à mort deux informateurs**
 - **Birmanie/journaliste: 20 ans de prison**
-

Birmanie: vers des élections "libres"?

AFP_14 janvier 2009

Le ministre birman des Affaires étrangères, Nyan Win, a assuré à l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (Asean) que les élections prévues cette année dans son pays seraient "libres et justes", a affirmé le secrétaire général de l'Asean aujourd'hui. Le chef de la diplomatie birmane a tenu ces propos hier soir lors d'un dîner avec ses homologues de l'Asean dans la ville de Danang, au centre du Vietnam, a précisé le secrétaire général, Surin Pitsuwan. Le ministre birman s'est refusé à toute déclaration.

"On nous a assuré que (les élections) seraient cette année, qu'elles seraient libres, justes et crédibles", a déclaré Surin Pitsuwan à des journalistes en marge de la réunion ministérielle. "Aucune date n'a été fixée, mais tout avance dans la bonne direction. C'est ce qu'on nous a dit". Selon le secrétaire général, les ministres de l'Asean ont eux "exprimé leur espoir, élevé, que la question de la Birmanie serait résolue cette année et que nous pourrions avancer vers une nouvelle ère des relations et de la coopération de l'Asean avec la communauté internationale". L'Asean, attachée à un sacro-saint principe de non-ingérence dans les affaires intérieures de ses membres, se voit depuis longtemps reprocher son manque de fermeté vis à vis du régime militaire birman.

Le numéro un de la junte demande à la population de faire le "bon choix" aux élections

AFP_3 janv. 2010

Le numéro un de la junte birmane, le généralissime Than Shwe, a demandé lundi à la population de faire le "bon choix" lors des élections promises pour cette année, dans une intervention pour célébrer le 62e anniversaire de l'indépendance du pays. "Les plans sont en cours pour organiser des élections de façon systématique cette année", a affirmé l'homme fort du régime militaire dans un message diffusé lors d'une cérémonie à Naypyidaw, la nouvelle capitale du pays.

"A cet égard, le peuple tout entier doit faire le bon choix", a-t-il ajouté dans ce texte lu par un cadre inférieur du régime et publié dans la presse officielle. Le scrutin serait le premier depuis celui de 1990, que la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante Aung San Suu Kyi avait remporté sans jamais être autorisé à exercer le pouvoir. Mais il demeure suspendu à la promulgation de deux lois dont le contenu demeure inconnu et sa date n'a toujours pas été annoncée.

L'élection fait partie d'un programme présenté par la junte en 2003 et destiné à aboutir à un "authentique système démocratique discipliné". "La feuille de route de l'Etat en sept points (...) est l'unique processus de transition vers la démocratie", a affirmé Than Shwe. Comme les années précédentes, l'anniversaire de l'indépendance a été l'occasion pour l'ex-colonie britannique de demander à la population "de rester vigilante en toutes circonstances contre les dangers que posent les néo-colonialistes", vocable qui désigne en général les Etats-Unis. Le régime avait organisé lundi une parade militaire dans la capitale, complètement isolée à quelque 400 kilomètres au nord de Rangoun, devant des ministres, responsables militaires et un millier de hauts-fonctionnaires.

La junte birmane condamne à mort deux informateurs

Le Monde_8 janvier 2009

Win Naing Kyaw et Thura Kyaw ont été condamnés à mort en Birmanie pour diffusion d'informations confidentielles. Ils ont écopé de la peine capitale pour avoir organisé l'an passé la fuite d'informations sur un voyage en Corée du Nord du général Shwe Mann, numéro trois de la junte, selon le site d'information

birman Irrawaddy, installé à Chiang Maï. Une troisième personne, Pyan Sein, a été condamnée à 15 ans de prison.

"Ils ont été condamnés par un tribunal spécial de la prison d'Insein jeudi", a confirmé un responsable birman sous couvert de l'anonymat, confirmant l'identité des accusés et leur condamnation pour diffusion d'informations confidentielles. Les trois hommes, respectivement ex-officier de l'armée et fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, "avaient été arrêtés après que des informations et des photos sur le voyage du général Shwe Mann en Corée du Nord avaient fait l'objet de fuites" dans des médias birmans en exil, a précisé Irrawaddy.

Selon le site, les deux hommes ont été jugés coupables de diffusion de secrets militaires, citant des sources au sein de la prison d'Insein de Rangoun, où sont détenus des centaines de dissidents. En juin, un groupe de militants en exil avait aussi publié des photos de ce qui était décrit comme un réseau secret de tunnels construit par la Corée du Nord en Birmanie. La télévision installée en Norvège Democratic Voice of Burma avait affirmé que la plupart des tunnels avaient été construits autour de Naypyidaw, nouvelle capitale du pays depuis 2005, érigée de toutes pièces à quelque 400 kilomètres au nord de Rangoun.

En juillet, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, avait exprimé ses inquiétudes sur un possible "transfert de technologie nucléaire" de Corée du Nord vers la Birmanie. Ses craintes avaient été alimentées par des déclarations de responsables américains affirmant qu'un bateau nord-coréen, le Kang Nam 1, était soupçonné de transporter des armes en Birmanie. Le navire avait ensuite rebroussé chemin. Début août, un quotidien australien avait par ailleurs publié des informations émanant d'opposants en exil selon lesquels Pyongyang aidait la junte à se doter d'un réacteur nucléaire et d'une usine d'extraction d'uranium, pour l'aider à s'équiper d'une bombe atomique d'ici à cinq ans.

Birmanie/journaliste: 20 ans de prison

AFP_ 6 janvier 2009

Un tribunal en Birmanie a condamné à 20 ans de prison une journaliste vidéo qui travaillait avec une télévision à l'étranger, ont affirmé aujourd'hui des organisations de défense des journalistes, nouvelle preuve de la constante répression des dissidents par le régime militaire.

Hla Hla Win, 25 ans, journaliste indépendante birmane, avait été arrêtée en septembre après s'être rendue dans un monastère bouddhiste à Pakokku (nord), ont indiqué Reporters sans frontières (RSF) et l'Association des médias birmans (BMA).

Un tribunal de Pakokku l'a condamnée le 31 décembre à 20 ans de réclusion, et une femme qui l'accompagnait à 26 ans. L'information n'a pas été confirmée de source officielle.

"Nous sommes outrés par la condamnation de cette jeune femme", ont indiqué les deux organisations dans un communiqué, précisant que la journaliste travaillait pour la télévision "Democratic Voice of Burma", basée en Norvège.

[La junte birmane condamne à mort deux informateurs](#)

Le Monde/ AFP – 8 janvier 2010

Win Naing Kyaw et Thura Kyaw ont été condamnés à mort en Birmanie pour diffusion d'informations confidentielles. Ils ont écopé de la peine capitale pour avoir organisé l'an passé la fuite d'informations sur un voyage en Corée du Nord du général Shwe Mann, numéro trois de la junte, selon le site d'information birman Irrawaddy, installé à Chiang Maï. Une troisième personne, Pyan Sein, a été condamnée à 15 ans de prison.

"Ils ont été condamnés par un tribunal spécial de la prison d'Insein jeudi", a confirmé un responsable birman sous couvert de l'anonymat, confirmant l'identité des accusés et leur condamnation pour diffusion d'informations confidentielles. Les trois hommes, respectivement ex-officier de l'armée et fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, "avaient été arrêtés après que des informations et des photos sur le

voyage du général Shwe Mann en Corée du Nord avaient fait l'objet de fuites" dans des médias birmans en exil, a précisé Irrawaddy.

Selon le site, les deux hommes ont été jugés coupables de diffusion de secrets militaires, citant des sources au sein de la prison d'Insein de Rangoun, où sont détenus des centaines de dissidents. En juin, un groupe de militants en exil avait aussi publié des photos de ce qui était décrit comme un réseau secret de tunnels construit par la Corée du Nord en Birmanie. La télévision installée en Norvège Democratic Voice of Burma avait affirmé que la plupart des tunnels avaient été construits autour de Naypyidaw, nouvelle capitale du pays depuis 2005, érigée de toutes pièces à quelque 400 kilomètres au nord de Rangoun.

En juillet, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, avait exprimé ses inquiétudes sur un possible "transfert de technologie nucléaire" de Corée du Nord vers la Birmanie.

Ses craintes avaient été alimentées par des déclarations de responsables américains affirmant qu'un bateau nord-coréen, le Kang Nam 1, était soupçonné de transporter des armes en Birmanie. Le navire avait ensuite rebroussé chemin. Début août, un quotidien australien avait par ailleurs publié des informations émanant d'opposants en exil selon lesquels Pyongyang aidait la junte à se doter d'un réacteur nucléaire et d'une usine d'extraction d'uranium, pour l'aider à s'équiper d'une bombe atomique d'ici à cinq ans.

Birmanie/journaliste: 20 ans de prison

Le Figaro/ AFP – 6 janvier 2010

Un tribunal en Birmanie a condamné à 20 ans de prison une journaliste vidéo qui travaillait avec une télévision à l'étranger, ont affirmé aujourd'hui des organisations de défense des journalistes, nouvelle preuve de la constante répression des dissidents par le régime militaire.

Hla Hla Win, 25 ans, journaliste indépendante birmane, avait été arrêtée en septembre après s'être rendue dans un monastère bouddhiste à Pakokku (nord), ont indiqué Reporters sans frontières (RSF) et l'Association des médias birmans (BMA).

Un tribunal de Pakokku l'a condamnée le 31 décembre à 20 ans de réclusion, et une femme qui l'accompagnait à 26 ans. L'information n'a pas été confirmée de source officielle.

"Nous sommes outrés par la condamnation de cette jeune femme", ont indiqué les deux organisations dans un communiqué, précisant que la journaliste travaillait pour la télévision "Democratic Voice of Burma", basée en Norvège.

Le numéro un de la junte demande à la population de faire le "bon choix" aux élections

AFP - 4 janvier 2010

Naypyidaw — Le numéro un de la junte birmane, le généralissime Than Shwe, a demandé lundi à la population de faire le "bon choix" lors des élections promises pour cette année, dans une intervention pour célébrer le 62e anniversaire de l'indépendance du pays.

"Les plans sont en cours pour organiser des élections de façon systématique cette année", a affirmé l'homme fort du régime militaire dans un message diffusé lors d'une cérémonie à Naypyidaw, la nouvelle capitale du pays.

"A cet égard, le peuple tout entier doit faire le bon choix", a-t-il ajouté dans ce texte lu par un cadre inférieur du régime et publié dans la presse officielle.

Le scrutin serait le premier depuis celui de 1990, que la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante Aung San Suu Kyi avait remporté sans jamais être autorisé à exercer le pouvoir.

Mais il demeure suspendu à la promulgation de deux lois dont le contenu demeure inconnu et sa date n'a toujours pas été annoncée.

L'élection fait partie d'un programme présenté par la junte en 2003 et destiné à aboutir à un "authentique système démocratique discipliné".

"La feuille de route de l'Etat en sept points (...) est l'unique processus de transition vers la démocratie", a affirmé Than Shwe.

Comme les années précédentes, l'anniversaire de l'indépendance a été l'occasion pour l'ex-colonie britannique de demander à la population "de rester vigilante en toutes circonstances contre les dangers que posent les néo-colonialistes", vocable qui désigne en général les Etats-Unis.

Le régime avait organisé lundi une parade militaire dans la capitale, complètement isolée à quelque 400 kilomètres au nord de Rangoun, devant des ministres, responsables militaires et un millier de hauts-fonctionnaires.

Les militaires dirigent la Birmanie depuis 1962.

L'association Popoli : une aide active aux Karens de Birmanie

NOVOPress – 4 janvier 2010

L'offensive récente de l'armée birmane a provoqué l'exode d'environ 7000 personnes qui sont venues s'ajouter aux 500 000 personnes déjà chassées de leurs villages. Ces gens se sont réfugiés provisoirement sous la protection des guérilleros. Ils vivent dans des camps avec des bâches en plastique en guise de toit pour se protéger des abondantes précipitations et ils souffrent de malnutrition. La véritable urgence est donc de pouvoir acheter du riz, de l'huile, et du sel.

La Comunità Solidarista Popoli et « L'Uomo Libero » cherchent en ce moment recueillir suffisamment de fonds pour remédier à cette situation grave. Nourrir quelqu'un pour un mois dans ces conditions coûte environ 8 euro. Ainsi avec environ 100 euros, on peut nourrir un réfugié Karen pour un an si l'on compte l'ajout de fer et de vitamines en complément de l'alimentation.

La Chine et six pays d'Asie du Sud-Est suppriment la quasi-totalité des droits de douane

Le Monde – 1^{er} janvier 2010

La Chine et six pays d'Asie du Sud-Est ont supprimé depuis le 1er janvier la quasi-totalité des droits de douane sur 7 000 produits et services couvrant 90 % de leurs échanges. Cet accord qui entre en vigueur dans ce qui est devenu, en volume, la troisième zone de libre-échange de la planète, va modifier le paysage commercial et industriel d'une région qui, de la Chine à Singapour, des Philippines à la Birmanie, couvre 13 millions de kilomètres carrés et totalise une population d'environ 2 milliards d'habitants.

L'accord ne sera appliqué dans la totalité de la zone qu'en 2015 : au sein de l'Association des pays de l'Asie du Sud-Est (Asean), seuls la Thaïlande, l'Indonésie, Brunei, les Philippines, Singapour et la Malaisie sont pour l'instant concernés. Les derniers entrants, les plus pauvres - Birmanie, Laos, Vietnam et Cambodge -, bénéficient d'un "sursis" de cinq ans avant d'être soumis aux termes de cet accord qu'ils

ont aussi signé. Négocié depuis 2002, ce projet a déjà permis la suppression, à partir de 2005, de droits de douane sur plusieurs centaines de produits.

Pour la Chine, qui va pouvoir augmenter ses exportations de matières premières et inonder l'Asie du Sud-Est de ses produits bon marché, cet accord est une aubaine. Les échanges dans la région devraient doubler en 2010 par rapport au volume de 2005 : 200 milliards de dollars (140 milliards d'euros) contre un peu plus de 100 milliards de dollars.

De nouveaux marchés

Jusqu'à présent, les marchandises chinoises étaient taxées de 5 % en Asie du Sud-Est. La levée des barrières douanières sur la majorité des biens manufacturés - excepté sur certains produits textiles et électroniques, jugés sensibles - va permettre à Pékin de compenser la chute de ses exportations vers l'Europe et les Etats-Unis depuis le début de la crise mondiale.

Les pays de l'Asean vont pouvoir accroître leurs exportations vers la Chine (riz, fruits exotiques, caoutchouc, huile de palme, gaz naturel). Mais cette nouvelle donne économique a aussi de quoi les inquiéter vu le "poids" du grand voisin du Nord. Selon Sothirak Pou, chercheur associé à l'Institut des études d'Asie du Sud-Est de Singapour : "Plus d'un pays de l'Asean ne voit pas cet accord de libre-échange comme un avantage."

Certains industriels de la région ont déjà mis en garde leur gouvernement sur ses conséquences. Et notamment le fait que la Chine, dont la devise, le yuan, est sous-évaluée et dont les entreprises bénéficient de subventions, va tirer profit de la levée des droits de douane. Si la Malaisie devrait pouvoir bénéficier de cet accord, tel ne sera pas forcément le cas d'un pays comme le Vietnam, producteur de marchandises à faible valeur ajoutée, qui pourrait se retrouver désavantagé face au "rouleau compresseur" chinois.

A Pékin, Song Hong, économiste de l'Académie des sciences sociales, estime cependant que la croissance des exportations de certains produits, notamment agricoles, d'Asie du Sud-Est vers la Chine, pourrait concurrencer les paysans des provinces chinoises frontalières de l'ancienne Indochine, le Guangxi ou le Yunnan.

Les Cambodgiens ont, de leur côté, souligné que cet accord va permettre au royaume khmer, dont les exportations agricoles vers les Etats-Unis et l'Europe sont à la baisse, de trouver de nouveaux marchés en Chine.

En Indonésie, l'heure est à l'inquiétude. "Si le gouvernement met en place l'accord maintenant, beaucoup d'industries vont mourir", a déclaré récemment Airlangga Hartarto, un député. Les responsables de l'Asean ne nient pas les conséquences pour leur région. Pushpanathan Sundram, secrétaire général adjoint chargé des questions économiques de l'Association, a déclaré dernièrement au New York Times qu'"il faudra parfois payer le prix" de cet accord. Mais, à terme, a-t-il ajouté, la Chine et l'Asean en "seront les mutuels bénéficiaires".

Bruno Philip

[La Cour suprême examinera le 18 janvier la requête des avocats d'Aung San Suu Kyi](#)

AP/ Le Nouvel Obs – 1^{er} janvier 2010

La Cour suprême birmane, saisie par les avocats d'Aung San Suu Kyi qui contestent sa condamnation à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence, examinera cette requête le 18 janvier prochain, ont annoncé vendredi les défenseurs de l'opposante et prix Nobel de la paix.

De même source on précise que la Cour suprême entendra à cette occasion les derniers arguments de la défense avant de prendre sa décision.

Les avocats d'Aung San Suu Kyi avaient saisi la haute juridiction en novembre dernier après qu'une décision de justice eut maintenu la prolongation de 18 mois de son assignation à résidence, suite à sa condamnation en août pour avoir hébergé un ressortissant américain qui avait nagé jusqu'à son domicile, sur la rive d'un lac à Rangoon.

Ils ont fait valoir que cette prolongation s'appuyait sur une disposition de la Constitution de 1974 qui n'est plus en vigueur et qu'elle n'avait par conséquent aucune validité.

L'opposante, âgée de 64 ans, avait été condamnée en août à trois ans de réclusion et de travaux forcés, peine qui avait été immédiatement commuée en une prolongation de sa résidence surveillée, puis confirmée en appel début octobre, ce qui l'exclut de facto des élections prévues l'an prochain, les premières depuis deux décennies en Birmanie.

Un tribunal spécial a par ailleurs inculpé vendredi un Américain d'origine birmane pour faux et violation de la loi sur les devises étrangères. Il est notamment reproché à Kyaw Zaw Lwin, fils et frère de militantes pro-démocratie emprisonnées, d'avoir fabriqué une fausse carte d'identité, délit passible de sept ans de prison.